



COMITE DES PRODUITS

Soixante-seizième session

Rome, 11-13 septembre 2024

LA SITUATION DES MARCHÉS DES PRODUITS AGRICOLES 2024

Résumé

L'édition 2024 de *La Situation des marchés des produits agricoles*, publication phare de la FAO, traite des liens complexes qui existent entre le commerce des produits alimentaires et la nutrition et présente des données factuelles sur les effets que ce commerce a sur les habitudes alimentaires et les résultats nutritionnels. Le rapport présente une analyse à l'interface des politiques commerciales et des mesures concernant la nutrition et permet aux décideurs et aux autres parties prenantes de bien comprendre comment poursuivre efficacement les objectifs nutritionnels dans le paysage mondial changeant des systèmes agroalimentaires.

Suite que le Comité est invité à donner

Le Comité est invité à prendre note du présent document et à donner les indications qu'il jugera utiles. En particulier, le Comité est invité à :

- débattre et prendre note de la complexité des liens qui existent entre le commerce des produits alimentaires, les habitudes alimentaires et les résultats nutritionnels;
- reconnaître que le commerce des produits alimentaires est pour de nombreux pays un outil essentiel pour améliorer la disponibilité et l'accessibilité d'un ensemble varié d'aliments et pour répondre aux besoins en énergie et en nutriments de leur population;
- reconnaître la marge de manœuvre dont les décideurs disposent pour poursuivre des objectifs nutritionnels dans le cadre des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et souligner qu'il est possible de renforcer la cohérence entre les politiques et mesures qui ont trait au commerce et celles qui ont trait à la nutrition;
- donner des orientations concernant le soutien de la FAO aux Membres et les travaux futurs sur le commerce et la nutrition.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:

Secrétariat du Comité des produits
Division des marchés et du commerce
Courriel: FAO-CCP@fao.org
Tél.: +39 06 570 52723

I. Introduction

1. Le commerce est un élément clé de nos systèmes agroalimentaires, au sein desquels il remplit une fonction fondamentale: déplacer les denrées alimentaires des régions excédentaires vers les régions déficitaires, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire mondiale. Les marchés mondiaux des produits alimentaires relient les individus et les pays du monde entier, contribuent à une utilisation efficace des ressources naturelles partout dans le monde, facilitent la fourniture d'une alimentation suffisante, sûre et variée et génèrent des revenus pour les agriculteurs et les autres personnes qui travaillent dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. Le commerce est inhérent aux dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable. Étroitement lié à la croissance économique, il interagit avec les personnes et est en relation avec l'environnement.

2. La mondialisation et le commerce sont en plein essor depuis le début du XXI^e siècle. On constate ainsi que la valeur des échanges de produits alimentaires et agricoles a presque quintuplé de 2000 à 2022, passant de 400 milliards à 1 900 milliards d'USD. En outre, le commerce des produits alimentaires représente environ 85 pour cent de l'ensemble des échanges commerciaux dans l'alimentation et l'agriculture. Exprimés en kilocalories, les échanges ont plus que doublé entre 2000 et 2021, atteignant près de 5 millions de milliards de kilocalories (kcal) en 2021. Corrigé de l'accroissement de la population mondiale, le commerce des produits alimentaires est passé de 930 kcal par habitant et par jour en 2000 à 1 640 kcal par habitant et par jour en 2021.

3. Cela étant, la mondialisation rapide des marchés alimentaires a fait naître des inquiétudes quant aux répercussions que le développement progressif du commerce des produits alimentaires pourrait avoir sur les sociétés. La production alimentaire aux fins d'exportation est vue comme un facteur d'épuisement des ressources naturelles et le commerce est souvent mis en relation avec une aggravation des inégalités, en particulier dans les pays où l'agriculture est essentiellement pratiquée par des exploitants qui disposent de peu de ressources et qui ne sont pas compétitifs à l'échelle internationale. On observe qu'une plus grande exposition aux marchés alimentaires mondiaux se traduit par une plus grande disponibilité d'aliments à densité énergétique élevée et à faible valeur nutritive, comparativement aux aliments nutritifs, ce qui pourrait conduire les individus à adopter une mauvaise alimentation.

4. L'édition 2024 de *La Situation des marchés des produits agricoles*, publication phare de la FAO, traite des liens complexes qui existent entre le commerce des produits alimentaires et la nutrition et présente des données factuelles sur les effets que ce commerce a sur les habitudes alimentaires et les résultats nutritionnels. Le rapport présente une analyse à l'interface des politiques commerciales et des mesures concernant la nutrition et permet aux décideurs et aux autres acteurs intéressés de bien comprendre comment poursuivre les objectifs nutritionnels dans le paysage mondial changeant des systèmes agroalimentaires.

II. La transition nutritionnelle

5. L'importance relative de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) et l'emploi d'un pays diminue à mesure que celui-ci se développe. Cela se traduit par une réaffectation des activités économiques, depuis l'agriculture vers d'autres secteurs plus productifs, par exemple le secteur manufacturier et les services, ce qui alimente la croissance économique. L'histoire nous apprend que cette transition d'une économie essentiellement agraire vers une économie dans laquelle le secteur

manufacturier et les services jouent un plus grand rôle s'accompagne d'une urbanisation, d'une intégration plus poussée dans les marchés internationaux et de changements dans les modes de vie.

6. Tout au long de ce processus de développement, les habitudes alimentaires changent, sous l'effet de la dynamique économique, sociale et démographique de la transformation structurelle. La transition nutritionnelle s'accompagne de changements dans les types et les quantités d'aliments consommés et dans la composition des régimes alimentaires. Les résultats nutritionnels s'en trouvent transformés; on constate ainsi une diminution de la prévalence de la sous-alimentation et du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans et une augmentation de la prévalence du surpoids et de l'obésité.

7. Dans de nombreux pays en développement, le recul de la dénutrition au profit du surpoids et de l'obésité est la principale caractéristique de la transition nutritionnelle, qui ressort en outre clairement des moyennes mondiales. Alors que la prévalence de la sous-alimentation dans le monde et celle du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans ont baissé entre 2000 et 2022, celle de l'obésité et du surpoids dans la population adulte a augmenté (figures 1 et 2).

Figure 1. Prévalence de la sous-alimentation et du retard de croissance dans le monde

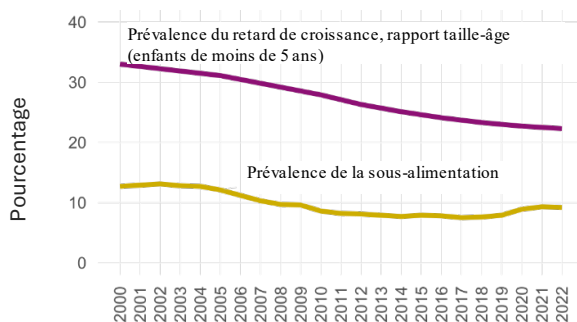
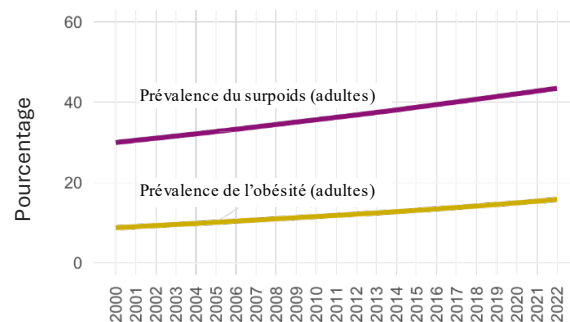


Figure 2. Prévalence de l'obésité et du surpoids dans le monde



Source: OMS. 2024. Observatoire mondial de la santé. FAO. 2024. Ensemble d'indicateurs de la sécurité alimentaire.

8. L'augmentation des revenus est l'un des principaux facteurs de changements dans la consommation et les habitudes alimentaires. Les pauvres, qui consacrent une grande partie de leur budget à l'alimentation, ont généralement une alimentation moins variée que les consommateurs dont les revenus sont plus élevés. L'alimentation des consommateurs aux revenus peu élevés se compose d'aliments de base relativement moins chers, qui leur apportent assez de calories, et dans laquelle les aliments plus chers n'apparaissent que peu. À mesure que leurs revenus augmentent, les consommateurs changent leurs habitudes alimentaires: ils consomment non plus essentiellement des aliments de base, mais aussi une part plus importante d'autres aliments, par exemple des aliments d'origine animale, des glucides raffinés, des huiles et des graisses, des fruits, des légumes et des aliments transformés.

9. L'adoption d'une alimentation plus variée s'accompagne d'une plus forte consommation d'aliments transformés et ultra-transformés riches en graisses, en sucre et/ou en sel, qui engendre un risque accru de surpoids et d'obésité¹. L'urbanisation et les changements dans les modes de vie, ainsi

¹ Selon la classification des aliments NOVA, utilisée pour cette analyse, on produit les aliments transformés en ajoutant à des aliments entiers du sel, du sucre, de l'huile, du vinaigre ou d'autres substances. Le jambon, le bacon, le fromage et les fruits, légumes et fruits à coque préparés en sont quelques exemples. Les aliments ultra-transformés, eux, subissent un processus de production plus élaboré. On trouve dans cette catégorie de nombreux types de sucreries, de snacks et de boissons sans alcool. Les aliments non transformés sont consommés peu après

que la mutation des secteurs de la transformation et de la vente au détail des produits alimentaires, favorisent aussi l'abandon des aliments de base au profit d'aliments transformés et ultra-transformés, préparés à l'avance ou prêts à consommer qui peuvent être consommés facilement. La mondialisation de l'alimentation et de l'agriculture joue un grand rôle à cet égard. Depuis les années 1980, l'investissement étranger direct dans les secteurs de la vente au détail et de la transformation des produits alimentaires joue un rôle clé dans la transition nutritionnelle dans les pays en développement et les économies émergentes.

10. Le commerce est au cœur de la mondialisation de l'alimentation et de l'agriculture. Les marchés mondiaux peuvent contribuer à la disponibilité et à la diversité des aliments, ce qui accélère la transition nutritionnelle. En augmentant l'offre d'aliments nutritifs plus variés, le commerce pourrait contribuer à améliorer les résultats nutritionnels. En même temps, il peut accroître la disponibilité d'aliments transformés et ultra-transformés à forte densité énergétique et riches en graisses, en sucres et/ou en sel, qui sont associés au surpoids et à l'obésité.

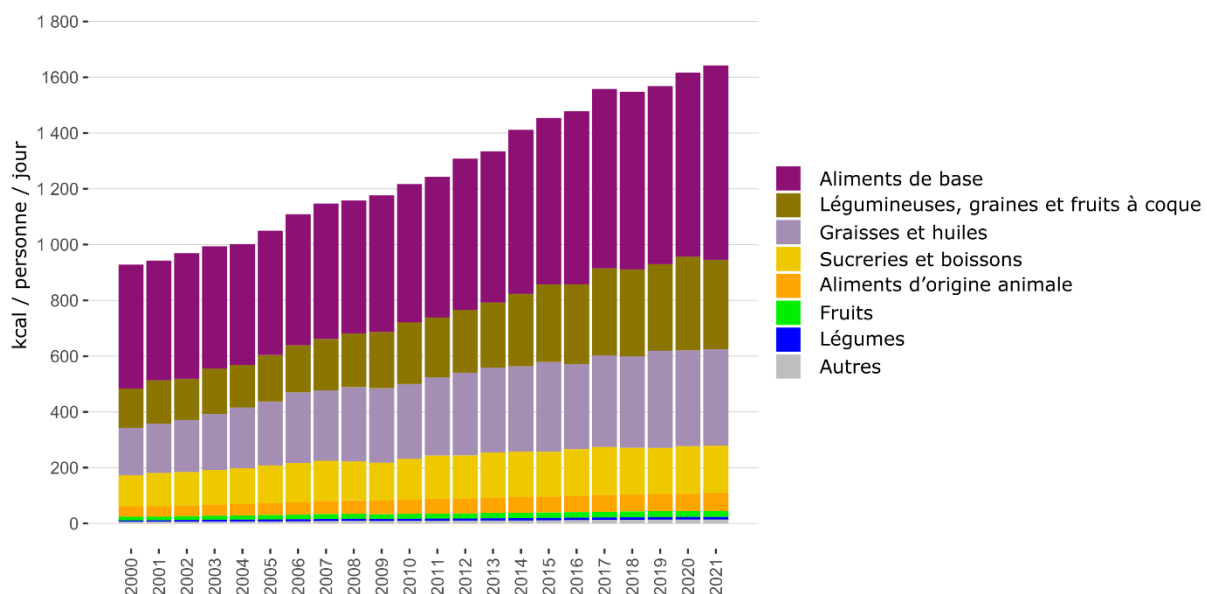
11. Les effets du commerce varieront beaucoup – dans leur sens et leur intensité – d'un pays à l'autre, selon le stade où en est le pays considéré sur la voie de la transition nutritionnelle, la taille et la structure de son économie et de son secteur agricole, le revenu par habitant, les caractéristiques démographiques et le cadre stratégique national. C'est pourquoi la relation entre commerce et résultats nutritionnels est si ambiguë et difficile à cerner et à mesurer de manière empirique. Par exemple, les analyses montrent que l'ouverture au commerce peut réduire la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans à tous les stades de développement. Il semble par ailleurs que le contexte joue un rôle tout particulier lorsqu'il s'agit de déterminer s'il y aura une corrélation entre le commerce, d'une part, et le surpoids et l'obésité, d'autre part. On pourra constater une corrélation entre le commerce des produits alimentaires et une augmentation de la prévalence de l'obésité notamment dans les pays qui dépendent des importations et dont la capacité de production alimentaire et agricole est limitée.

III. Mise en évidence des liens entre commerce et nutrition

12. Lorsque le commerce des produits alimentaires est exprimé en calories, ce sont les aliments de base qui constituent l'essentiel des produits échangés. Cela étant, la transition nutritionnelle fait baisser la part des aliments de base dans le commerce alimentaire mondial, qui est passée de 48 pour cent en 2000 à environ 42 pour cent en 2021. Sur la même période, les parts des graisses et des huiles, des légumineuses, des graines et des fruits à coque ont augmenté. Quant aux autres catégories d'aliments, y compris les aliments d'origine animale, leurs parts dans le commerce alimentaire mondial sont restées relativement stables de 2000 à 2021 (figure 3).

la récolte, la cueillette ou l'abattage. Quant aux aliments minimalement transformés, il s'agit d'aliments non transformés que l'on modifie sans y ajouter ou y introduire quelque substance que ce soit. Parmi les aliments non transformés ou minimalement transformés, on peut citer les fruits, les légumes, les légumineuses et la viande, frais ou congelés, le lait et les produits laitiers, séchés ou frais, les œufs, les grains (céréales), les farines et les pâtes. Dans la catégorie des ingrédients culinaires transformés, on trouve des produits que l'industrie extrait de constituants des aliments ou de la nature (sel, par exemple) et qu'elle purifie. On peut citer les huiles végétales extraites de graines, de noix ou de fruits (notamment d'olives), ou encore le beurre et le saindoux obtenus à partir de lait et de porc. Les produits aquatiques ne sont pas inclus dans cette analyse.

Figure 3. Évolution du commerce par catégorie d'aliments (teneur énergétique par personne et par jour), monde, 2000-2021



Note: Les produits alimentaires sont catégorisés selon la classification de l'outil de données FAO/OMS sur la consommation alimentaire individuelle mondiale (<https://www.fao.org/gifit-individual-food-consumption/data/fr>). Les produits aquatiques ne sont pas inclus.

Source: D'après FAO, 2024. Commerce. Dans: FAOSTAT [consulté le 15 mai 2023].

<https://www.fao.org/faostat/fr/#data/TCL>.

13. Comme ils sont peu caloriques, les fruits et légumes représentent une très faible part des échanges de produits alimentaires exprimés en calories, part qui est restée pratiquement stable de 2000 à 2021. En 2021, les fruits représentaient 2,3 pour cent du total des importations des pays à revenu élevé et les légumes, 1 pour cent. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, ces pourcentages étaient encore plus faibles (0,7 pour cent pour les fruits et 0,3 pour cent pour les légumes). Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, ces parts étaient encore plus faibles (0,7 pour cent pour les fruits et 0,3 pour cent pour les légumes).

14. Le commerce international des produits alimentaires joue un rôle clé pour ce qui est d'assurer l'offre de nutriments dans le monde entier. La croissance du commerce des produits alimentaires s'est accompagnée d'une augmentation des échanges de nutriments. Par exemple, les échanges de vitamine C et de calcium par habitant ont augmenté de près de 90 pour cent entre 2000 et 2021. L'analyse régionale montre que les plus grands importateurs de vitamine C, en termes absolus, sont l'Europe et l'Amérique du Nord. Quant aux exportateurs, on les trouve essentiellement dans l'hémisphère Sud. L'Amérique du Nord importe sa vitamine C essentiellement depuis l'Amérique latine et les Caraïbes, tandis que l'Europe s'approvisionne en Afrique, en Asie et dans la région Amérique latine et Caraïbes. L'Asie importe essentiellement du calcium depuis l'Europe et l'Amérique du Nord, et aussi de grandes quantités depuis l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Océanie. L'Afrique s'approvisionne en calcium auprès de toutes les autres régions, notamment de l'Europe.

15. Les preuves empiriques des liens entre le commerce des produits alimentaires et les résultats nutritionnels restent rares. Ce commerce peut influencer de différentes façons sur la nutrition. Il permet d'importer davantage de denrées et augmente donc la quantité d'aliments qui peuvent être consommés dans le pays, une offre accrue qui fait baisser les prix intérieurs et améliore donc l'accès à la nourriture. L'ouverture au commerce des produits alimentaires permet en outre d'importer une plus

grande variété de denrées et de diversifier l'offre d'aliments, ce qui a une incidence sur les résultats nutritionnels. Cela peut améliorer la distribution des nutriments dans les pays et contribuer à combler les carences en nutriments. Le commerce peut aussi influencer plus indirectement sur la nutrition, par exemple de par ses effets sur l'économie au sens large. L'ouverture au commerce des produits alimentaires peut ainsi stimuler la croissance économique et accélérer la transformation structurelle. Enfin, le commerce peut influencer sur les habitudes des consommateurs en déplaçant des aliments et des saveurs différents d'un pays à l'autre ou d'une région à l'autre.

IV. Commerce de produits alimentaires et de nutriments: diversité alimentaire, apport en nutriments et coût des paniers alimentaires sains

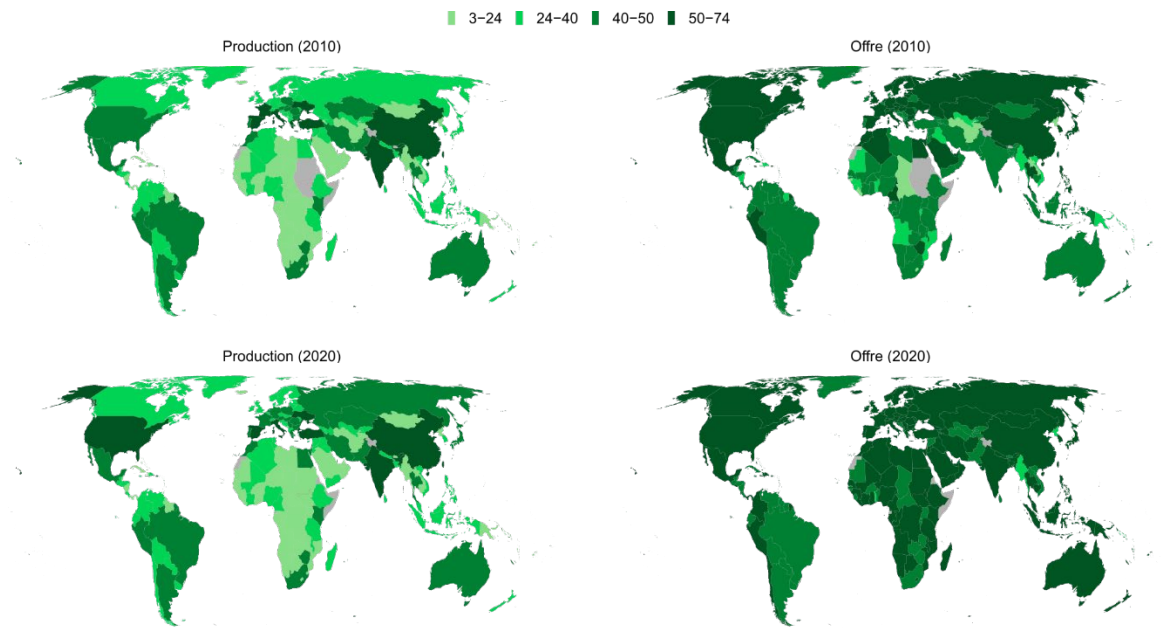
16. C'est notamment par les effets qu'il a sur la diversité des aliments disponibles dans un pays que le commerce influe le plus directement sur la nutrition. Les ressources naturelles nécessaires à la production alimentaire, telles que la terre et l'eau, sont inégalement réparties entre les pays, dont les climats sont très variés. Comme tous les aliments ne peuvent pas être produits en quantités suffisantes dans toutes les régions du monde et à tout moment de l'année, la diversité des aliments qu'un pays peut produire est souvent limitée. Certains ne peuvent produire qu'une petite gamme de produits, tandis que d'autres possèdent d'abondantes ressources naturelles et produisent une grande variété de denrées alimentaires. Voilà pourquoi le commerce est important pour favoriser la disponibilité et l'accessibilité d'aliments plus diversifiés.

17. Le nombre de denrées alimentaires différentes produites et offertes aux fins de consommation dans un pays montre bien l'effet que le commerce a sur la diversité des aliments disponibles (figure 4). Par exemple, la Chine, troisième plus grand pays du monde, a produit environ 320 denrées alimentaires différentes en 2020, alors que Kiribati, un petit État insulaire en développement, n'a produit que 15 denrées alimentaires terrestres différentes. Mais le commerce accroît la diversité des aliments disponibles à la consommation. En 2020, les pays produisaient en moyenne 120 denrées alimentaires différentes, et comptaient en moyenne 225 denrées alimentaires différentes disponibles pour la consommation humaine (sur les 445 denrées prises en compte dans cette analyse).

18. Dans la plupart des pays, la diversité de la production est restée sensiblement la même au fil du temps. Par contre, le nombre moyen de denrées alimentaires différentes disponibles à la consommation a augmenté entre 2010 et 2020 (figure 4). Ainsi, en 2010, il était, en moyenne, près de 60 pour cent supérieur au nombre de denrées différentes produites dans le pays considéré. En 2020, ce pourcentage atteignait presque 90 pour cent, ce qui montre que le commerce, en moyenne et dans tous les pays, a presque fait doubler la diversité des aliments disponibles à la consommation.

19. En plus de diversifier l'offre d'aliments, le commerce peut aussi contribuer à la disponibilité des micronutriments, par exemple les vitamines et les minéraux. Au niveau mondial, la production alimentaire fournit la plupart des nutriments en quantités suffisantes. Mais la distribution de ces nutriments est inégale et des carences en vitamine A, en calcium et en zinc, entre autres, ont été constatées dans la population de nombreux pays. Le commerce peut aider à satisfaire les besoins moyens en nutriments de la population d'un pays donné en mettant à disposition des quantités suffisantes d'un ensemble diversifié d'aliments. Les carences en nutriments sont souvent observées dans les pays d'Afrique subsaharienne, qui comptent également parmi les moins intégrés dans les marchés alimentaires mondiaux et ne peuvent donc pas bénéficier des effets que le commerce a sur la redistribution des nutriments dans le monde.

Figure 4. Production et offre des denrées alimentaires, en pourcentage du nombre total de denrées différentes, 2010 et 2020



Note: Cette figure montre le nombre de denrées différentes produites au niveau national et disponibles à la consommation (dans les deux cas en pourcentage du nombre total) dans chaque pays en 2010 et en 2020. Source: Adapté de **Engemann, H., Jafari, Y. et Zimmermann, A.** (à paraître). *Diversity of food supply across countries and the impact of international trade*. Document d'information élaboré pour l'édition 2024 de *La Situation des marchés des produits agricoles*. Rome, FAO.

20. On constate dans tous les pays une relation positive entre l'ouverture au commerce des produits alimentaires – mesurée par le rapport entre la valeur des échanges de produits alimentaires et agricoles et la valeur de la production alimentaire et agricole nationale – et le caractère suffisant de l'apport en nutriments, qui traduit dans quelle mesure les aliments disponibles répondent aux besoins en nutriments. La suffisance nutritionnelle dépend de nombreux facteurs, parmi lesquels la dotation en ressources naturelles, le climat et la densité de population. Cela étant, même si l'apport est parfois suffisant dans les pays qui sont relativement moins intégrés dans les marchés alimentaires mondiaux, il l'est toujours là où les marchés alimentaires sont très ouverts.

21. L'effet que le commerce a sur l'évolution des prix des denrées alimentaires joue fortement sur la nutrition. Le commerce peut influencer sur les prix relatifs des aliments, ce qui a des incidences sur la consommation et les habitudes alimentaires, selon la réaction des consommateurs face à ces changements de prix. À l'intérieur d'un pays, les importations peuvent accroître les disponibilités alimentaires et faire baisser les prix des denrées sur le marché intérieur. Cela peut profiter aux consommateurs, qui accèdent ainsi plus facilement à un ensemble plus diversifié d'aliments.

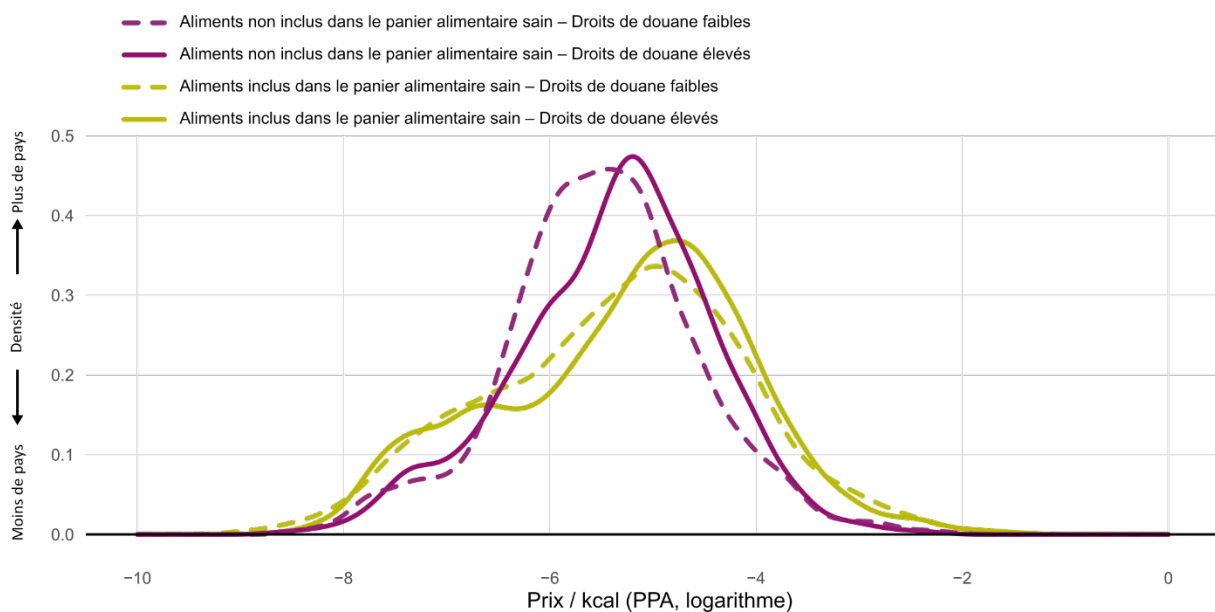
22. Le commerce peut contribuer à gommer les différences entre les prix d'aliments similaires dans différents pays, selon l'intensité du commerce dont ces aliments font l'objet. En général, les pays à revenu élevé importent des denrées alimentaires plus chères, tandis que l'on constate des prix à l'importation plus bas dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Des prix plus élevés peuvent s'expliquer par des différences dans la qualité des produits alimentaires échangés, la composition des paniers alimentaires ou les coûts du transport, ou encore par l'application aux produits de normes plus strictes. Cela étant, la variation des prix des denrées alimentaires d'un pays à l'autre peut aussi être d'ordre systémique et s'expliquer par des différences de revenus. Ainsi, l'augmentation des revenus et le renforcement du pouvoir d'achat font que toutes les marchandises, en particulier celles qui ne font

pas l'objet d'un commerce intensif, sont plus chères dans les pays riches que dans les pays à faible revenu.

23. Les politiques commerciales, par exemple les droits de douane à l'importation, ont des répercussions sur les prix des denrées alimentaires. En général, la baisse des droits de douane intensifie la concurrence et fait baisser les prix des denrées alimentaires dans le pays qui exploite ce levier, ce qui améliore l'accès aux denrées. On peut craindre que l'ouverture des marchés fasse baisser de manière disproportionnée les prix des produits alimentaires moins adaptés à une alimentation saine et qui pourraient de ce fait supplanter des denrées alimentaires locales de meilleure qualité, ce qui serait dommageable sur le plan nutritionnel.

24. Toutefois, une analyse opérant une distinction selon que les aliments entrent ou non dans la composition d'un panier alimentaire sain, au regard de l'indicateur sur le coût et l'accessibilité économique d'une alimentation saine², fait clairement apparaître que, en moyenne, des droits de douane à l'importation plus élevés sont associés à des prix alimentaires plus élevés, que les aliments entrent ou non dans la composition d'un panier alimentaire sain (figure 5). Cela donne à penser que la libéralisation du commerce et l'ouverture des marchés n'ont pas d'effet disproportionné sur les aliments à forte densité énergétique et à la valeur nutritionnelle faible.

Figure 5. Répartition des prix des aliments en fonction de leur inclusion dans les paniers alimentaires sains, par taux moyen de droits de douane, 2017



Note: Les droits de douane à l'importation exprimés correspondent au taux moyen pondéré des droits de douane appliqués aux produits agricoles primaires, tels qu'ils ressortent des indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale (<https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>). Les prix de détail des produits alimentaires sont tirés du Programme de comparaison internationale de la Banque mondiale (cycle 2017, <https://www.worldbank.org/en/programs/icp>). Ils ont été convertis en prix par calorie, adaptés en fonction des parités de pouvoir d'achat et transformés en logarithmes. Les aliments qui font partie du panier alimentaire sain sont généralement plus chers que ceux qui n'en font pas partie car ils contiennent en règle générale moins de calories par kilogramme. Les prix sont généralement plus élevés dans les pays où les droits de douane sont élevés et plus bas dans les pays où les droits de douane sont faibles, que les aliments fassent partie ou non du panier alimentaire sain. Source: Adapté de Schiavo, S. (à paraître). *The impact of trade openness on the cost and affordability of a healthy diet*. Document de base pour *La Situation des marchés des produits agricoles 2024*. Rome, FAO.

² FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2020. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*. Rome, FAO.

V. Commerce des produits alimentaires et obésité

25. La prévalence de l'obésité dans le monde est passée de 6,6 pour cent en 1990 à 15,8 pour cent en 2022. Sur la même période, elle a également augmenté dans toutes les régions du monde et dans la plupart des pays. Il convient désormais de parler d'épidémie d'obésité et on estime que d'ici 2030, plus d'un milliard d'adultes seront obèses dans le monde³.

26. Les spécialistes en nutrition constatent une relation positive entre la forte consommation d'aliments ultra-transformés et l'obésité. Ces aliments peuvent contenir de grandes quantités de sucres libres et de graisses saturées, qui contribuent à un apport énergétique élevé⁴. Des études montrent que les personnes qui consomment plus d'aliments ultra-transformés risquent davantage d'être obèses que celles qui en consomment peu⁵. Cette tendance se vérifie également chez les enfants; une plus grande consommation d'aliments ultra-transformés est associée à une plus forte augmentation de l'adiposité chez les enfants et les adolescents⁶.

27. La prévalence de l'obésité est disproportionnellement élevée dans les petits États insulaires en développement du Pacifique, où la capacité de production de l'agriculture est limitée. S'il a fortement contribué à accroître la disponibilité et la diversité des aliments dans les îles du Pacifique, le commerce a également été cité comme un facteur important de l'augmentation rapide de l'obésité et du nombre anormalement élevé de personnes obèses. L'intégration dans les marchés alimentaires mondiaux a contribué à accélérer la transition nutritionnelle en transformant les régimes alimentaires locaux. Les régimes alimentaires locaux traditionnels, composés principalement de fruits, d'aliments de base, d'aliments d'origine animale produits localement et de poisson frais, ont cédé la place à des régimes contenant toujours plus de produits d'origine animale importés à forte teneur en matières grasses et d'aliments transformés et ultra-transformés.

28. Le débat sur la question de savoir si le développement des échanges, lancé par la libéralisation du commerce et/ou les accords commerciaux régionaux, favorise la disponibilité d'aliments ultra-transformés et contribue à la forte prévalence de l'obésité s'est étendu au-delà du Pacifique. Par exemple, il ressort d'une étude que les accords commerciaux régionaux dans les Amériques, en réduisant les barrières au commerce et à l'investissement, ont augmenté la disponibilité de calories, ce qui pourrait contribuer à la prévalence accrue de l'obésité⁷.

29. Les accords commerciaux régionaux modernes vont plus loin que l'accès aux marchés et les réductions des droits de douane; ils visent une intégration plus poussée des marchés, en étant axés sur l'harmonisation des mesures non tarifaires et des réglementations nationales. Ces accords plus approfondis peuvent rendre le respect des réglementations moins onéreux au moyen de nombreuses mesures et faciliter les échanges entre les signataires. On citera les mesures sanitaires et phytosanitaires, qui portent sur les additifs, les contaminants et les résidus de pesticides ou de médicaments vétérinaires dans les aliments et les boissons, la certification et l'étiquetage relatifs à la sécurité sanitaire des aliments ou encore les obstacles techniques au commerce (OTC), à savoir les

³ <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/obesity-and-overweight>.

⁴ Del Moral, A. M., Calvo, C. et Martínez, A. 2021. Ultra-processed food consumption and obesity-a systematic review. *Nutricion Hospitalaria*, 38(1), p. 177 à 185.

⁵ Askari, M., Heshmati, J., Shahinfar, H., Tripathi, N. et Daneshzad, E. 2020. Ultra-processed food and the risk of overweight and obesity: a systematic review and meta-analysis of observational studies. *International Journal of Obesity* 44, p. 2080 à 2091. <https://doi.org/10.1038/s41366-020-00650-z>. Vitale, M., Costabile, G., Testa, R., D'Abbronzio, G., Nettore, I. C., Macchia, P.E. et Giacco, R. 2024. Ultra-Processed Foods and Human Health: A Systematic Review and Meta-Analysis of Prospective Cohort Studies. *Advances in Nutrition*, 15: 100121.

⁶ Petridi, E., Karatzi, K., Magriplis, E., Charidemou, E., Philippou, E. et Zampelas, A. 2023. The impact of ultra-processed foods on obesity and cardiometabolic comorbidities in children and adolescents: a systematic review. *Nutrition Reviews*.

⁷ Barlow, P., McKee, M., et Stuckler, D. 2018. The impact of US free trade agreements on calorie availability and obesity: a natural experiment in Canada. *American Journal of Preventive Medicine*, 54(5), p. 637 à 643.

réglementations et les normes techniques, telles que l'étiquetage nutritionnel, le conditionnement, le calibrage et les exigences en matière de qualité. Tant les OTC que les mesures sanitaires et phytosanitaires sont très répandus dans l'alimentation et l'agriculture et ils peuvent avoir sur le commerce des produits alimentaires des effets beaucoup plus forts que les droits de douane à l'importation⁸.

30. Il ressort d'une étude mondiale réalisée pour l'édition 2024 de *La Situation des marchés des produits agricoles* que des accords commerciaux régionaux plus approfondis peuvent fortement influencer sur la composition des importations de denrées alimentaires⁹. Par exemple, les accords axés sur les mesures sanitaires et phytosanitaires ont tendance à accroître les importations d'ingrédients culinaires transformés et d'aliments ultra-transformés et ont une incidence relativement faible sur les aliments transformés et insignifiante sur les aliments non transformés ou minimalement transformés. Cette différence s'explique par le fait que les aliments prêts à consommer, par exemple les produits ultra-transformés, font généralement l'objet d'un plus grand nombre de mesures réglementaires que les aliments non transformés ou minimalement transformés, qui sont pour l'essentiel des aliments de base¹⁰. Les clauses des accords commerciaux régionaux relatives aux OTC ont sur les importations de produits alimentaires un impact positif plus fort que les clauses relatives aux mesures sanitaires et phytosanitaires, mais leurs effets sur les importations restent plus ou moins constants peu importe le degré de transformation des produits concernés.

31. Dans le contexte des accords commerciaux régionaux, les variations du revenu ont aussi des effets différents sur la demande d'aliments selon que ceux-ci sont plus ou moins transformés. Ainsi, les aliments transformés et ultra-transformés y réagissent bien plus que les aliments non transformés ou minimalement transformés. Par exemple, en moyenne, dans tous les pays, pour tous les produits alimentaires et les accords commerciaux régionaux pris en considération dans l'analyse, une augmentation de 1 % du revenu peut entraîner une augmentation de 1,2 % et de 1,1 % de la demande d'importations de produits alimentaires transformés et ultra-transformés, respectivement. Une augmentation de 1 % du revenu se traduirait par une augmentation de 0,7 % des importations de produits non transformés et minimalement transformés. Cela laisse entendre que les effets de revenu sur la demande d'importations de produits alimentaires sont parfaitement conformes à la notion de transition nutritionnelle.

VI. Renforcer la cohérence des politiques en matière de commerce et de nutrition

32. Les politiques agricoles traitent d'un large éventail d'enjeux, mais garantir durablement la sécurité alimentaire et veiller à ce que les revenus agricoles suivent l'évolution des revenus obtenus dans d'autres secteurs sont des objectifs clés tant dans les pays développés que dans les pays en développement. La politique commerciale agricole et le soutien interne créent de l'incitation ou de la dissuasion, ce qui a un effet sur la production et la consommation alimentaires, les prix, les revenus agricoles et la nutrition.

33. Parmi les politiques commerciales figurent les droits de douane et les mesures non tarifaires, ainsi que les restrictions et les taxes à l'exportation. Par exemple, les pays peuvent avoir recours aux droits de douane pour protéger leurs agriculteurs de la concurrence internationale et promouvoir la production alimentaire nationale. Les mesures non tarifaires comprennent les mesures sanitaires et

⁸ CNUCED [Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement] et Banque mondiale. 2018. *The Unseen Impact of Non-Tariff Measures: Insights from a new database*. (Également consultable à l'adresse suivante: https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditctab2018d2_en.pdf).

⁹ Rotunno, L. 2024. Demand for processed foods and deep trade agreements. Document d'information établi pour l'édition 2024 de *La Situation des marchés des produits agricoles*. FAO. Rome.

¹⁰ Les aliments ont été classés en aliments non transformés ou minimalement transformés, aliments transformés, ingrédients culinaires transformés et aliments ultra-transformés selon le système de classification NOVA, comme dans FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2023. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023. Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain*. Rome, FAO.

phytosanitaires qui garantissent la sécurité sanitaire des aliments et protègent la santé des animaux ou des végétaux, et les OTC, parmi lesquels l'étiquetage, qui ont trait à des objectifs tels que la teneur en nutriments, la protection de l'environnement, la santé et la sécurité des travailleurs, et la prévention des pratiques trompeuses.

34. Le soutien interne que les pays apportent à leurs agriculteurs prend différentes formes; il peut s'agir de paiements directs, qui engendrent des distorsions minimales sur la production, ou de subventions pour les intrants tels que les engrais, l'électricité et l'eau. Lorsqu'il est mis en œuvre conjointement avec des mesures à la frontière, le soutien des prix du marché crée un écart entre les prix du marché intérieur et les prix à la frontière d'un produit agricole donné. Les paiements fondés sur la production et ceux fondés sur l'utilisation sans contrainte d'intrants variables comptent parmi les formes de soutien interne qui faussent le plus la concurrence. Parmi les autres formes de soutien interne, on peut citer la fourniture de services de recherche-développement et de vulgarisation, qui permettent souvent de corriger les défaillances du marché, notamment les obstacles que les agriculteurs rencontrent lorsqu'ils veulent adopter de nouvelles technologies.

35. Le soutien visant des produits en particulier peut faire tendre la production vers les produits soutenus, ce qui réduit la diversité et a une incidence sur les prix relatifs. Dans la mesure où elles visent essentiellement les produits alimentaires de base, la viande et le sucre, et non les fruits et légumes, les aides qui créent des distorsions sont souvent considérées comme nuisibles pour la nutrition.

36. Plusieurs études récentes ont montré que la réorientation du soutien à l'agriculture vers des investissements et des mesures d'incitation qui encouragent la production durable de cultures traditionnelles plus diversifiées, riches en nutriments et mieux adaptées aux environnements, pouvait fortement contribuer aux dimensions économique, environnementale et sociale du développement durable. Une analyse réalisée par la FAO et d'autres organisations internationales montre que la réorientation des mesures d'incitation fondées sur le prix par l'élimination ou la réduction des mesures aux frontières et du contrôle des prix du marché portant sur les aliments prioritaires dans le cadre d'une alimentation saine pourrait faire grimper de 0,64 point de pourcentage la proportion de la population mondiale pour laquelle une alimentation saine est abordable d'ici à 2030¹¹.

37. Les instruments de soutien interne et de politique commerciale sont soumis aux règles et disciplines de l'OMC. Par exemple, l'Accord de l'OMC sur l'agriculture limite l'utilisation de plusieurs mesures de soutien interne et interdit l'utilisation de mesures à la frontière autres que les droits de douane ordinaires, tout en réglementant les droits de douane à l'importation qui sont soumis à des niveaux maximums contraignants. Dans l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, dont beaucoup s'appliquent aux produits alimentaires, il est reconnu qu'il est parfois nécessaire de limiter le commerce, mais ces instruments garantissent que les mesures prises ne soient pas appliquées de façon arbitraire ou discriminatoire et ne constituent pas une restriction déguisée au commerce international. Les accords de l'OMC reposent sur le principe fondamental de non-discrimination, qui doit garantir le traitement juste et équitable de tous les partenaires commerciaux. Ce principe interdit toute discrimination entre des produits similaires d'origines étrangères différentes (article premier de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce [GATT]), ainsi qu'entre des produits similaires d'origine étrangère et d'origine nationale (article III du GATT).

38. Les règles de l'OMC ne limitent pas la marge de manœuvre des pays dans la poursuite des objectifs nutritionnels, mais elles influencent le choix des instruments qui seront utilisés, l'impératif étant de respecter le principe de non-discrimination. Par exemple, en 2007, le Samoa avait interdit l'importation de croupions de dinde – une viande grasse bon marché – sur fond d'inquiétudes suscitées

¹¹ FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2022. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable*. Rome, FAO.

par la forte prévalence de maladies non transmissibles. Dans le cadre de l'accord d'adhésion du pays à l'OMC, mis en œuvre en 2011, cette interdiction a été supprimée et remplacée par des droits de douane de 100 % sur les importations de croupions de dinde congelés¹².

39. On trouve un autre exemple de mesure de politique commerciale non discriminatoire visant à atteindre des objectifs nutritionnels au Ghana où, dans les années 1990, face aux préoccupations concernant la mauvaise qualité et la teneur élevée en matières grasses des viandes importées, en particulier des croupions de dinde, le gouvernement a instauré des normes alimentaires imposant des pourcentages maximaux de matières grasses dans les morceaux de viande, tels que la volaille, le bœuf, le mouton et le porc. Ces normes ne violent pas le principe de non-discrimination de l'OMC, puisqu'elles ne font pas de distinction entre les viandes importées et les viandes produites dans le pays et qu'elles s'appliquent aux principaux types de viande disponibles. Cette mesure a été classée dans les catégories OTC et mesures sanitaires et phytosanitaires lors de l'examen des politiques commerciales de l'OMC, probablement parce qu'elle utilise des normes alimentaires mais en ayant comme objectif de répondre à des enjeux de santé et non de sécurité sanitaire des aliments¹³.

40. Les instruments de politique, tels que les droits d'accise, s'appliquent aux aliments et aux boissons importés et à ceux qui sont produits dans le pays et peuvent contribuer à la réalisation des objectifs nutritionnels. Entre 2017 et 2019, le pourcentage de membres de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) appliquant des taxes sur les boissons sucrées est passé de 23 à 38 pour cent.

41. L'effet que les mesures non tarifaires ont sur le commerce des produits alimentaires dépend du contexte. Les OTC et les mesures sanitaires et phytosanitaires peuvent soit faciliter, soit entraver le commerce. Les mesures non tarifaires peuvent restreindre le commerce des produits alimentaires en rendant ce commerce plus onéreux pour les intervenants, qui doivent se conformer aux règles, ce qui a une incidence sur la disponibilité et la diversité des produits alimentaires. Mais en même temps, en particulier dans le contexte des accords commerciaux régionaux, elles peuvent développer le commerce puisqu'elles renforcent la demande de certains produits grâce à une meilleure information et à une meilleure harmonisation.

42. L'étiquetage des produits alimentaires est l'un des principaux moyens de communication entre les acteurs de la chaîne de valeur, du producteur au consommateur. L'étiquetage nutritionnel sert à communiquer aux consommateurs les caractéristiques et attributs nutritionnels des produits alimentaires, ce qui leur permet de faire des choix éclairés. En 2004, l'OMS a proposé pour la première fois d'apposer l'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage dans l'objectif d'améliorer l'alimentation et la santé. Les politiques qui imposent cet étiquetage sont de plus en plus courantes dans le monde entier; elles visent à décourager la consommation excessive de boissons sucrées et d'aliments ultra-transformés.

43. L'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage peut améliorer l'alimentation et la santé et avoir une incidence sur le commerce. Toutes ces politiques sont examinées au sein du Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC, qui veille à ce qu'elles favorisent des choix alimentaires plus sains, tout en prenant en considération les incidences qu'elles ont sur le commerce. Sur les 77 préoccupations commerciales spécifiques (PCS) relatives aux réglementations sur les produits alimentaires et les boissons présentées au Comité entre 1995 et 2023, 52 concernaient des réglementations relatives à l'emballage et à l'étiquetage des produits. Cela donne à penser que les décideurs sont fortement incités à concevoir des réglementations sur les aliments et les boissons qui soient conformes aux règles de l'OMC et à démontrer que ces réglementations ne constituent pas un

¹² OMC. 2019. Examen des politiques commerciales: Samoa. Consultable à l'adresse suivante: <https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/SS/directdoc.aspx?filename=r:/WT/TPR/S386.pdf&Open=True> (consulté le 29 mai 2024).

¹³ OMC. 2001. Examen des politiques commerciales: Ghana. Organisation mondiale du commerce: Genève.

obstacle non nécessaire au commerce et que leur utilité potentielle pour ce qui est de promouvoir des choix alimentaires plus sains est à la hauteur de leur impact sur le commerce.

44. Bien comprendre l'interface entre les politiques commerciales et les politiques nutritionnelles peut aider à élaborer des politiques efficaces et conformes aux règles de l'OMC. Au niveau national, il est possible de renforcer la cohérence entre ces deux types de politiques, par exemple en mettant en place des mécanismes de consultation entre le secteur de la santé et celui du commerce dans le cadre des négociations et de la mise en œuvre des accords commerciaux.

45. Renforcer les capacités des décideurs qui définissent les politiques commerciales et des fonctionnaires compétents pour la nutrition permet de favoriser la cohérence des politiques commerciales et des politiques nutritionnelles. Par exemple, la Thaïlande a renforcé la cohérence et la transparence en créant en 2008 l'Assemblée nationale de la santé, qui permet au gouvernement, aux parties prenantes non gouvernementales, à la société civile et aux spécialistes de débattre des enjeux sanitaires qui découlent de politiques plus larges, notamment les politiques commerciales¹⁴. Dans le même ordre d'idées, s'agissant de la politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne, une communication claire des recommandations nutritionnelles et le mandat de s'attaquer aux problèmes de santé liés à la nutrition ont été jugés utiles à l'action politique en faveur de la nutrition dans le cadre du commerce agricole¹⁵.

46. Si l'on veut que le commerce améliore la nutrition, il est essentiel de faire participer les parties prenantes aux négociations des accords commerciaux et d'assurer la transparence de ces négociations. Pour les accords commerciaux approfondis, la cohérence des politiques entre les objectifs commerciaux et les objectifs nutritionnels, la participation des parties prenantes et la transparence sont essentiels pour enrichir le débat sur les incidences du commerce. En favorisant la participation de toutes les parties prenantes, en particulier celles qui sont concernées par la nutrition et la santé publique, et en rendant plus transparentes les négociations d'accords commerciaux plus approfondis, on pourra faire en sorte que l'augmentation des échanges réponde aux objectifs de sécurité alimentaire, aux objectifs économiques et aux objectifs nutritionnels.

47. Plus généralement, on peut formuler des orientations concernant les systèmes agroalimentaires et la nutrition en tenant compte de la marge de manœuvre décisionnelle, déterminée par les règles de l'OMC, en vue de présenter des bonnes pratiques et des solutions innovantes s'agissant de l'interface entre politiques commerciales et politiques nutritionnelles. Cela renforcerait les liens entre les deux domaines et contribuerait à l'élaboration d'approches des systèmes agroalimentaires favorables à une alimentation saine. Dans ce contexte, les initiatives de développement des capacités et les cours du Pôle de formation en ligne de la FAO peuvent contribuer à renforcer les capacités concernant cette interface, en veillant à ce que les nouvelles compétences soient transférées aux décideurs, intégrées dans les institutions nationales et adaptées aux objectifs de développement et de nutrition propres à chaque pays.

48. L'édition 2024 de *La Situation des marchés des produits agricoles* devrait être présentée officiellement courant novembre 2024. De plus amples informations seront communiquées aux Membres en temps voulu.

¹⁴ **Thaiprayoon, S. et Smith, R.** 2015. Capacity building for global health diplomacy: Thailand's experience of trade and health. *Health Policy and Planning*. 30(9): p. 1118 à 1128.

¹⁵ **Walls, H., Cornelsen, L., Lock, K. et Smith, R.** 2016. How much priority is given to nutrition and health in the EU Common Agricultural Policy? *Food Policy*. 59. P. 12 à 23. 10.1016/j.foodpol.2015.12.008.